



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE n° IC-21-068**

**modifiant l'arrêté préfectoral du 17 mai 2021 relatif aux prescriptions de mesures d'urgence  
à la société PROTEC INDUSTRIE  
pour son site situé 208-210 rue Michel Carré sur la commune de BEZONS**

**Le Préfet du Val d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 et L. 172-5 et R. 512-69 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1988 autorisant la société SEPROJA à exploiter des installations de traitement industriel de surface de pièces mécaniques ouvragées pour l'aéronautique et l'automobile sur le territoire de la commune de BEZONS - 208-210 rue Michel Carré ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010 prenant acte de la succession de la société PROTEC INDUSTRIE à la société PROTEC SAS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 11 530 du 22 août 2013 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société PROTEC INDUSTRIE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-0477 du 17 mai 2021 portant imposition de prescriptions de mesures d'urgence à la société PROTEC INDUSTRIE pour son site situé 208-210 rue Michel Carré sur la commune de BEZONS ;

**Vu** la lettre préfectorale du 13 novembre 2008 prenant acte du changement de raison sociale de la société SEPROJA devenant la société PROTEC SAS ;

**Vu** la demande de l'exploitant du 27 mai 2021, consolidée par courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2021, relative à la reprise de l'activité partielle sur le site situé 208-210 rue Michel Carré sur la commune de BEZONS ;

**Vu** la proposition transmise par la société PROTEC INDUSTRIE du 24 juin d'un plan d'échantillonnage hors site pour l'analyse de l'impact environnemental et sanitaire daté du 24 juin 2021 porté par la société DEKRA, membre du réseau RIPA ;

**Vu** les compléments du 29 juin 2021 apportés par la société PROTEC INDUSTRIE sur l'étude de dangers de 2011 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé transmis par courriel en date du 21 juin 2021 ;

**Vu** l'avis de la direction départementale de la protection de la population transmis par courriel en date du 18 juin 2021 ;

**Vu** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours transmis par courriel du 30 juin 2021 ;

**Vu** les observations de l'exploitant en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**Vu** le rapport de la directrice de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 2 juillet 2021 ;

**Considérant** l'incendie qui s'est déclaré le 13 mai 2021 sur le site de la société PROTEC INDUSTRIE à BEZONS ;

**Considérant** que l'inspection des installations classées s'est déplacée sur le site exploité par la société PROTEC INDUSTRIE, 208-210 rue Michel Carré sur la commune de BEZONS, le mardi 19 mai 2021 et le jeudi 24 juin 2021 pour, notamment, apprécier les mesures supplémentaires prises par PROTEC INDUSTRIE sur sa demande de redémarrage partiel de ses activités ;

**Considérant** que les modifications apportées à l'installation pour enclencher la phase n° 1 de reprise d'activité sont non substantielles ;

**Considérant** que l'étude de dangers de 2011 a été complétée le 24 juin 2021 et que, globalement, la gestion du risque a été améliorée sur les ateliers/activités concernés par la phase n° 1 de reprise d'activité ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Phases de reprise de l'activité partielle sur le site**

En application de l'article 8 de l'arrêté du 17 mai 2021 susvisé, les activités listées en annexe 1 sont autorisées à reprendre dès notification de l'arrêté.

Les phases de reprise 2 et 3 mentionnées dans la demande susvisée peuvent avoir lieu, sous réserve de compléter l'étude de dangers de 2011 ou, le cas échéant, de réaliser sa mise à jour.

L'exploitant transmettra les éléments utiles à la mise en œuvre des phases 2 et 3 au SDIS et à l'inspection pour observations.

Le cas échéant, l'inspection peut, par courrier, retarder la mise en œuvre des phases 2 et 3, si les conditions de redémarrage ne sont pas réunies, notamment s'il s'avère que des modifications importantes de l'installation sont nécessaires et qu'elles sont jugées substantielles.

### **Article 2 : Conditions de reprise de l'exploitation**

L'article 1 est mis en œuvre selon les mesures de protection décrites dans la demande susvisée et du complément apporté à l'étude de dangers de 2011 susmentionné.

Au cours de la phase 1, les procédés mettant en œuvre du cyanure sont interdits.

Le bassin de confinement, recueillant les eaux incendies ne contient pas de produits chimiques pouvant aggraver la gestion d'un éventuel incendie sur le site.

### **Article 3 : Étude impact environnemental**

L'article 5 de l'arrêté du 17 mai 2021 est partiellement modifié de la façon suivante :

L'exploitant mettra en œuvre la proposition de la société DEKRA d'un plan d'échantillonnage hors site susvisé et tiendra informé au fil de l'eau l'inspection.

Les résultats et leur interprétation, tels que décrits dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 mai susvisé, sont transmis à l'inspection des installations classées avant le redémarrage de la phase n° 2 précisé dans la demande susvisée.

En cas d'impact avéré dans les milieux, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées avant le redémarrage de la phase n° 2 précisé dans la demande susvisée.

#### **Article 4 : Sanctions**

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 5 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société PROTEC INDUSTRIE.

#### **Article 6 : Information des Tiers**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de BEZONS et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de BEZONS pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 : Délai et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val-d'Oise et la maire de BEZONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le      - 6 JUIL. 2021

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général  
  
Maurice BARATE

### **Annexe 1 : Liste des équipements autorisés à être remis en activité**

Station de détoxification en zéro rejet sur 3 niveaux
Laboratoire d'analyses au rez-de-chaussée
Pôle R&D comprenant une chaîne de traitement de surface au rez-de-chaussée
Chaîne de traitement de chromatation /SECAN située à l'étage
Atelier d'application de peinture à l'étage
Atelier d'application de vernis au rez-de-chaussée
Atelier de contrôle non destructif à l'étage

